



BILLET D'HUMEUR DE LA REDAC

Je pensais que les pratiques brutales de l'état et du grand

patronat envers le monde ouvrier étaient de l'histoire ancienne. Finies les grèves réprimées par l'armée, terminés les ouvriers marqués à l'encre rouge qui ne retrouveront plus d'embauche, de l'histoire ancienne le paternalisme qui pour une revendication vous privait de l'emploi, mais aussi du logement, du dispensaire, du stade, de l'école.

Aujourd'hui la violence est la même mais la forme a changé.

Le patronat se répartit dans des bureaux cossus les stocks options et autres retraites chapeau et en même temps propose des votes démocratiques dans les entreprises dans une vision moderne du dialogue social.

Un exemple : un groupe financier envisage pour des raisons de compétitivité de délocaliser une entreprise.

Le choix suivant est donné aux employés :

Option 1 : vous êtes licencié et à vous la galère pour retrouver un emploi, continuer à payer les crédits, la scolarité de vos enfants etc.

Option 2 : vous conservez votre emploi, mais vous acceptez une diminution de salaire et une augmen-

tation de votre temps de travail. De plus, il serait souhaitable de vous porter volontaire pour travailler le dimanche.

Dernièrement, le patronat a réclamé un nouveau contrat de travail encore plus souple que le CDD actuel - il n'ose pas encore demander le stagiaire à vie - et tant pis si sans CDI vous ne pouvez prétendre à l'accession à la propriété et aux crédits à la consommation. Tout cela bien sûr n'est pas de la violence mais de l'économie et de la gestion des ressources humaines.

Si les ouvriers revendiquent, font grève, s'ils manifestent, on ne les écoute pas. S'ils osent hausser le ton, alors là c'est de la violence intolérable. On séquestre un patron dans son bureau, 9 mois de prison ferme, une chemise déchirée et la presse indignée en fera sa une dans le monde entier.

Mais à ceux qui jettent à la rue des familles, qui détruisent des vies pour des profits toujours plus grands, qui promettent 1000 emplois pour au final en détruire 700, je dis prenez garde au jour où le travailleur en état de désespérance n'aura plus rien à craindre car il aura déjà tout perdu.

Jean-Paul PRADY
Secrétaire National